

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche

115 Rue de Chartres
28800 Bonneval

Références : IC250633
Code AIOT : 0010000093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche implanté Cour de la Gare 28360 Theuville. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- suites de la précédente inspection du 30/11/2021 (articles 7, 9 et 17.1 de l'APC du 22/07/2008 ainsi que les articles 19 et 21 de l'AM du 04/10/2010) ;
- action nationale points chauds.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche
- Cour de la Gare 28360 Theuville
- Code AIOT : 0010000093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation procède au stockage et au négoce de céréales, d'engrais liquides et de produits phytopharmaceutiques.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Rétention des engrais liquides | AP Complémentaire du 22/07/2008, article 9 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 5 | Vérification des installations de protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 6 | Identification des zones à risque | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 7 | Plan de prévention | Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 10 | Poussières | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 11 | Réserve incendie | Arrêté Préfectoral du 28/09/2002, article 3.V.7.1.1 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 13 | Réseaux de collecte des effluents ou produits | AP Complémentaire du 28/05/2002, article 3.1.3.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Suivi du traitement des déchets | AP Complémentaire du 22/07/2008, article 7 | Sans objet |
| 3 | Note relative aux aménagements des alimentations directes des silos | AP Complémentaire du 22/07/2008, article 17.1 | Sans objet |
| 4 | Installations de protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 | Sans objet |
| 8 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet |
| 9 | Surveillance fin de travaux | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63 | Sans objet |
| 12 | Vérifications des installations électriques | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du traitement des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2008, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du traitement des déchets |
| Prescription contrôlée : Les installations désaffectées sont débarrassées de tout stock de matières. Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air...) ainsi que la sécurité publique. Des opérations de décontamination sont conduites le cas échéant. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, des dispositions matérielles doivent interdire leur utilisation. De plus, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations (sectionnement et bridage des conduites, etc.). |
| Constats : |

Constat VI du 01/10/2020 :

L'exploitant n'a pas présenté le BSD justifiant du retrait selon une filière autorisée de l'ancien transformateur du site.

Constat VI du 30/11/2021 :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis un document émis le 30 novembre 2021 par l'entreprise Blanchard Moteurs Électriques certifiant que le transformateur remis par l'exploitant ne contenait aucun produit ou liquide diélectrique. Ce document n'indique cependant pas le moyen de traitement de cet équipement, ou la méthode de gestion du produit diélectrique contenu dans ce transformateur. L'exploitant ne justifie pas du retrait selon une filière adaptée de l'ancien transformateur du site ainsi que du produit diélectrique lié à cet appareil.

Constat VI du 26/09/2025

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu transmettre d'autres documents. L'inspection considère que ce point de contrôle ne peut pas être approfondi et est donc clos.

Le retrait de l'ancien transformateur du site ne nécessitait pas l'usage d'une filière adaptée aux déchets contenant des produits ou liquides diélectriques.

Conclusion : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des engrais liquides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2008, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et les locaux de stockage ou de manipulation de produits dangereux pour l'homme ou pour l'environnement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, comme des déchets, dans les conditions prévues ci-après.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Pour le stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250L, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800L.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Elles ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement

ensemble ne doivent pas être associés à la même rétention.
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Constats :

Constat VI du 01/10/2020 :

Présence de fissure traversante (de largeur < 1 mm) de la rétention des engrais liquides.

Constat VI du 30/11/2021 :

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a mis en place un revêtement sur les fissures observés lors de la précédente inspection. Ce revêtement présente cependant des fissures aux mêmes emplacements que celles observées précédemment. L'exploitant a indiqué prévoir la mise en place d'un autre revêtement pour recouvrir ces fissures et éviter leur retour, mais sans indiquer de délai quand à la réalisation de ces travaux.

Présence de fissure traversantes sur la rétention des engrais liquides.

Constat VI du 26/09/2025 :

L'exploitant indique avoir mis en place un revêtement de résine sur les fissures observées lors des deux précédentes inspections de 2020 et 2021.

Sur site, l'inspection constate que ce revêtement présente à nouveau des fissures aux mêmes emplacements que celles observées précédemment.

Conclusion : Présence de fissures sur la rétention des engrais liquides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Note relative aux aménagements des alimentations directes des silos

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2008, article 17.1

Thème(s) : Autre, Dispositifs de découplage

Prescription contrôlée :

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Pour les silos A et B, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

| Silo | Volume A | Volume B |
|------|----------|----------|
|------|----------|----------|

| | | |
|--------|-----------------------------------|--------------------|
| Silo A | Fosse de pied d'élévateur | galerie inférieure |
| Silo A | Étage 4 de la tour manutention | galerie supérieure |
| Silo B | Fosse de pied d'élévateur | galerie inférieure |
| Silo B | Étage 2 de la tour manutention | galerie supérieure |

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

L'exploitant détermine, dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent arrêté et pour l'ensemble des découplages visés dans le présent article, les pressions auxquels doivent résister les dispositifs afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions.

Une note de synthèse qui devra présenter de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et le cas échéant, les justifications en application du point 17.3 du présent article, sera communiquée à l'inspection des installations classées.

La mise en place des dispositifs de découplages résistants aux pressions déterminées par l'exploitant sera effective au plus tard le 1er août 2008.

Constats :

Constat VI du 01/10/2020 :

Une note de synthèse justifiant de l'efficacité des aménagements des alimentations directes, et mentionnant la consigne de les maintenir fermées lorsqu'elles ne sont pas en fonction est à transmettre au Préfet.

Constat VI du 30 novembre 2021 :

L'exploitant n'a pas transmis de document répondant à ce point avant l'inspection. Lors de l'inspection, il a confirmé ne pas avoir réalisé cette note de synthèse et a indiqué compter s'en occuper rapidement sans toutefois indiquer de délais précis quand à la rédaction de ce document.

Constat VI du 26/09/2025 :

L'exploitant a transmis le jour de l'inspection une note de synthèse présentant les aménagements mis en place afin de limiter le risque de propagation d'une explosion de l'élévateur vers les cellules de stockage.

Sur site, l'inspection constate la présence de vannes de sectionnement sur chacune des conduites d'alimentation directe des cellules. Ces vannes sont en position fermée.

Une note de synthèse a été transmise à l'inspection présentant les aménagements mis en place sur les conduites d'alimentation directe des cellules.

Conclusion : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Constats :

Constat VI 01/10/2020 :

Il serait utile que l'exploitant formalise dans une consigne les règles d'utilisation des téléphones fixe et mobile qu'il a définies sur son établissement (consigne de ne pas utiliser la ligne fixe en cas d'orage, la ligne du téléphone fixe n'étant pas protégée contre la foudre, et l'utilisation du téléphone portable non ATEX proscrite en zone ATEX).

Constat VI du 30 novembre 2021 :

La demande de mise en place de ces consignes, en particulier concernant l'utilisation du téléphone fixe, est liée à l'analyse de risque foudre du site, qui indique qu'une protection de la ligne téléphonique fixe est nécessaire dans la mesure où celle-ci est qualifiée d'élément important pour la sécurité. L'exploitant a indiqué, préalablement à l'inspection du 26 juin 2018, que l'équipement des employés du site avec des téléphones portables pour assurer l'information en cas d'incident signifie que l'installation de cette protection n'est pas nécessaire. Suite à ce point, l'inspection des installations classées a recommandé de formaliser par consigne les règles d'usage des téléphones sur le site.

Le 30 novembre 2021, l'inspection note que l'exploitant n'a pas mis en place de consigne sur ce sujet, et renouvelle sa recommandation précédente.

L'exploitant n'a pas formalisé que la ligne de téléphone fixe, désignée comme élément important pour la sécurité dans l'analyse de risque foudre du site et non protégée contre la foudre suite à l'équipement des personnels du site avec des téléphones portables, ne doit pas être utilisée en cas d'orage du fait de cette absence de protection

Constat VI du 26/09/2025 :

| |
|--|
| <p>L'exploitant indique que chaque employé du site dispose d'un téléphone portable et que par conséquent l'utilisation de la ligne de téléphone fixe en cas d'incident ou d'accident est peu probable. Cependant, afin de répondre à la demande de l'inspection formulée lors de la visite du 30 novembre 2021, l'exploitant a procédé à l'affichage sur le tableau électrique d'une affiche rappelant l'interdiction d'utiliser la ligne de téléphone fixe lors d'un orage.</p> <p>Sur site, l'inspection constate la présence sur le tableau électrique, situé à l'entrée des bureaux, d'une affiche indiquant "<i>Ne pas utiliser le téléphone fixe en cas d'orage</i>".</p> <p>L'exploitant a affiché la consigne demandant à ce que la ligne de téléphonie fixe ne soit pas utilisée pendant un orage.</p> <p>Conclusion : pas d'écart relevé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Vérification des installations de protection contre la foudre

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat VI du 01/10/2020 :</p> <p>Le rapport de vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre du 16 octobre 2019 fait état d'une vérification incomplète (il signale que les parties hautes des conducteurs de descente n'ont pas pu être vérifiées faute de mise à disposition par l'exploitant des moyens d'accès en sécurité).</p> <p>Constat VI du 30 novembre 2021 :</p> <p>Présence de non-conformités sur le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre du 13 juillet 2021 non corrigées au jour de l'inspection (Absence de fiche technique du paratonnerre du silo et fixation de tige de capture défectueuse).</p> |

Constat VI du 26/09/2025

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le jour de l'inspection le rapport DEKRA référencé 093709612401R001 du 27 novembre 2024 relatif à la vérification foudre du site de Theuville le 12 août 2025. Les observations sont classées selon leur gravité de U1 (nécessité d'action corrective immédiate) à U3 (nécessité d'action corrective à moyen terme).

Ce rapport fait état de 3 non-conformités :

- la fiche technique du paratonnerre silo est manquante (niveau de gravité U3),
- la fixation de la tige de capture du paratonnerre est défectueuse (niveau de gravité U1),
- le dispositif de capture du paratonnerre n'est pas testable (niveau de gravité U2).

L'exploitant présente le devis n°26002145 en date du 25/09/2025 réalisé par la société Forsond portant sur le remplacement des deux paratonnerres défectueux (bâtiment des engrais et silo). Le devis n'est pas encore signé à la date de l'inspection.

L'exploitant a transmis par mail le jour de l'inspection le dossier de contrôle n° 10794857/2401R001 du 28 novembre 2024 relatif au contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge réalisé le 12 août 2024. Ce dossier fait état de l'absence d'anomalie.

Conclusion : Les non-conformités relevées dans le rapport DEKRA référencé 093709612401R001 du 27 novembre 2024 n'ont pas été levées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

| |
|--|
| Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 26/09/2025 :</u></p> <p>L'exploitant présente à la demande de l'inspection une liste au format Excel des zones à risque d'incendie et d'explosion. Cette liste recense par étage, les zones et équipement présentant des risques et le cas échéant le classement de ces zones. Les élévateurs et les systèmes d'aspirations sont classés en zone 21.</p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer d'un plan matérialisé reprenant les informations de cette liste.</p> <p><u>Conclusion :</u> L'exploitant ne dispose pas d'un plan matérialisé des zones à risque d'incendie et d'exposition.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 7 : Plan de prévention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 26/09/2025</u></p> <p>L'exploitant indique qu'un plan de prévention annuel est rédigé par le responsable environnement pour les entreprises auxquelles il est fait appel de manière récurrente. Il s'agit d'interventions d'entretien courte sans nécessité d'apporter un point chaud sur le site.</p> <p>Un plan de prévention spécifique est mis en place par le responsable de la maintenance pour les chantiers de plus longue durée et/ou qui ne font pas partie des opérations d'entretien courantes. En plus de ces deux plans de prévention, un permis feu est accordé de manière quotidienne par le magasinier.</p> <p>Cependant, aucun plan de prévention n'est prévu pour les entreprises de sous-traitance.</p> |

| |
|---|
| Conclusion : Toutes les entreprises ne disposent pas d'un plan de prévention. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 8 : Formation du personnel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation |
| Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. |
| Constats : Constat VI du 26/09/2025 : Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée tous les 5 ans. Le responsable du site est en poste depuis 4 ans. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le jour du contrôle le certificat de qualification professionnelle d'agent de silo délivré au responsable du site le 13 avril 2021 par l'organisme de formation OCAPAT. Cette formation inclut une journée de formation sur la prévention des risques d'explosion et d'incendie. Conclusion : pas d'écart relevé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Surveillance fin de travaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux |
| Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un |

| |
|---|
| enregistrement. |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 26/09/2025</u></p> <p>L'exploitant présente à la demande de l'inspection des permis feu récents ainsi que le carnet à souche utilisé pour enregistrer les permis feu délivrés.</p> <p>Sur les trois permis feu les plus récents, il est indiqué qu'une ronde a eu lieu une heure après la fin des travaux. L'heure de fin des travaux est indiquée ainsi que celle de la ronde. La signature de la personne en charge de la vérification des travaux et de la réalisation de la ronde est apposée sur chacun de ces permis.</p> <p>Une vérification des travaux est réalisée par l'exploitant. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement.</p> <p><u>Conclusion : pas d'écart relevé.</u></p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des silos |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 26/09/2025 :</u></p> <p>L'inspection des installations classées a observé une épaisseur de poussières d'une hauteur de l'ordre de 0,5 cm, au niveau de l'espace sur cellules du silo A. L'exploitant a indiqué que des opérations de transvasement des céréales avaient été réalisées la semaine précédant l'inspection. En salle, l'exploitant a présenté un registre des nettoyages réalisés sur le silo A. En 2025, les nettoyages ont eu lieu en février, mars, mai, juillet et septembre. Ce registre indique que le dernier nettoyage du silo A a eu lieu semaine 36 (semaine du 1er septembre 2025).</p> <p>Ce constat d'un empoussièrement excessif malgré la mise en œuvre de nettoyages réguliers traduit la nécessité d'adapter la fréquence des opérations de nettoyage durant les phases d'exploitation intensives. Des consignes particulières doivent être prévues pour accroître cette fréquence de nettoyage lors des phases d'exploitation intensive et limiter ainsi les émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence</p> |

| |
|---|
| d'occurrence d'une explosion. Conclusion : L'inspection a constaté une présence excessive de poussière au niveau de l'espace sur cellules du silo A. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 11 : Réserve incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2002, article 3.V.7.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident |
| Prescription contrôlée : [...]une réserve d'eau d'une capacité minimum de 120m ³ [...] Cette réserve d'eau doit répondre également aux caractéristiques suivantes : hauteur géométrique d'aspiration limitée à 6m dans le cas le plus défavorable; volume d'eau contenu maintenu constant ; périphérie protégée, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites; [...] |
| Constats : <u>Constat VI du 26/09/2025 :</u> Sur site, l'inspection constate que la réserve d'eau incendie n'est pas complètement cloturée. Le grillage est affaissé à au moins deux endroits différents permettant un libre accès à la réserve. De plus, de la végétation herbacée est présente à plusieurs endroits sur la bâche. Conclusion : La réserve d'eau incendie n'est pas complètement cloturée. La présence de végétation sur la bâche pourrait entraîner un défaut d'étanchéité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 12 : Vérifications des installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |
| Constats : <u>Constat de la visite d'inspection le 26/09/2025</u> À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le jour de l'inspection les rapports suivants relatifs à la vérification de ses installations électriques au titre de l'année 2024. <ul style="list-style-type: none">• Le rapport DEKRA référencé 065654512401R001 du 10 octobre 2024 relatif à la vérification des installations électriques au titre du Code du travail fait état de l'absence de non-conformités.• Le rapport DEKRA référencé 065654512401R002 du 10 octobre 2024 relatif à la vérification des installations électriques au titre du Code de l'environnement (rapport Q19) fait état de non-conformités. Le rapport Q19 fait état de 7 non conformités. Le niveau de ces écarts est classé de fort à faible. <ul style="list-style-type: none">- éclairage de sécurité défectueux dans le bâtiment des bureaux (niveau faible),- présence de dégradations mécaniques de l'appareil d'éclairage fixe dans le silo B (niveau moyen),- couvercle inadapté à la boîte de dérivation dans le sous-sol du silo B (niveau moyen),- absence de liaison équipotentielle supplémentaire (LES) sur la porte du coffret électrique dans le local électrique du silo B (niveau moyen),- absence de capot sur une prise de courant dans le silo A (niveau moyen),- manque fixation sur la verrine de 2 éclairages dans le silo A (niveau moyen),- présence de dégradations mécaniques sur le verrouillage en bas de l'armoire électrique située au rez-de chaussée du silo A (niveau moyen). <ul style="list-style-type: none">• La facture de la société SAS GOJARD Electricité en date du 28 février 2025 atteste de la réalisation de 7 travaux de levée des non-conformités. Les non-conformités listées dans le rapport Q19 ont été levées. <u>Conclusion :</u> pas d'écart relevé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Réseaux de collecte des effluents ou produits

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/05/2002, article 3.1.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan des canalisations |
| Prescription contrôlée : [...]Les eaux pluviales de ruissellement sur les sols doivent être collectées par un réseau équipé d'un débourbeur/déshuileur dont les performances répondent à la réglementation en vigueur. Après passage dans le débourbeur/déshuileur les eaux pluviales de ruissellement peuvent être rejetées dans un fossé drainant. Les stockages d'engrais solides et de produits agropharmaceutiques sont chacun doté d'un bassin de rétention de capacité unitaire de 60m3 destiné à la récupération des eaux résiduelles d'incendie provenant de ces stockages.[...] |
| Constats : <u>Constat VI du 26/09/2025 :</u> Sur site, l'inspection constate la présence du nouveau bâtiment destiné au stockage d'engrais solide en vrac et en big bag. Cette modification de l'installation a fait l'objet d'un porter à connaissance transmis à la Préfecture en mai 2021. Un caniveau recouvert par une grille extérieure de collecte des eaux pluviales est situé le long de ce bâtiment. A la demande de l'inspection, l'exploitant indique que des plaques de protection sont systématiquement installées afin d'éviter la pollution du caniveau lors des opérations de chargement et de déchargement des engrais. Cependant, l'exploitant ajoute que les plaques initialement achetées ont rouillé et qu'elles ne sont donc plus utilisables. L'exploitant n'est pas en mesure d'identifier l'exutoire de ce caniveau. L'inspection constate que ce bâtiment dispose d'une gouttière de recueil des eaux pluviales qui n'est reliée à aucun exutoire visible. <u>Conclusion :</u> Le caniveau du nouveau bâtiment de stockage ne dispose pas au jour de l'inspection d'un système de rétention empêchant le déversement accidentel d'engrais dans le réseau d'eaux pluviales. L'exutoire de ce caniveau ainsi que celui des eaux pluviales de la toiture du bâtiment ne sont pas connus par l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |